**Débat d’orientation budgétaire 2013**

**12 novembre 2012 – intervention d’Armelle Merceron**

Notre pays souffre d’une crise économique et sociale historique : par sa **gravité** et son **intensité** (emplois, revenus, pauvreté-précarité, disparition d’entreprises, recul du PIB et pertes successives de recettes budgétaires), par sa **durée**, par la **perte de confiance** générale. Nous sommes à la fin d’un modèle économique et social hérité de l’ère CEP et non viable. Notre société doit absolument se réformer en profondeur pour entrer dans une ère moderne et offrir aux générations plus jeunes un avenir favorable. Car depuis quelques années nous vivons au dessus de nos moyens.

L’admettre a été difficile pour un grand nombre qui croyait à une crise passagère et espérait (*et espère encore pour certains*) un retour à l’ordre ancien. Ce manque de clairvoyance a retardé la prise de conscience, aggravé la situation, accentué les déficits et la fracture sociale entre ceux qui souffrent fortement de la crise et ceux qui s’agrippent à leurs avantages et rentes anciennes.

Or plus on attend, et plus les marges de manœuvres sont minces et les solutions brutales

Depuis que vous avez décidé de reprendre le pouvoir vous reconnaissez l’impasse dans laquelle notre pays se trouve puisque vous vous heurtez à la réalité budgétaire et aux exigences des financiers et de l’Etat. Mais hélas en 18 mois (sans instabilité !) vous avez démontré l’inefficacité de votre action : les indicateurs sont toujours aussi désastreux et la confiance des entrepreneurs, des investisseurs des prêteurs et des ménages polynésiens ne revient pas. Là ou il fallait un traitement puissant, vous avez préféré l’homéopathie ou l’attente … des aides de l’Etat. Votre plan de redressement des finances publiques est si peu actif que le gouvernement socialiste de Mr Hollande vous impose une gouvernance resserrée pour le mettre en œuvre. C’est tout dire. Qui paie contrôle ! Il me vient à l’esprit, monsieur le président, les accusations particulièrement agressives que vous lanciez aux autonomistes supposés, selon vous, être tenus en laisse par l’Etat colonisateur. Vous, vous êtes mis tout seul le collier avec la laisse. Mais le colonisateur socialiste doit être plus acceptable que le colonisateur de droite !

De plus là ou il fallait, parallèlement au rétablissement des équilibres budgétaires, entreprendre des réformes de fond, vous vous limitez depuis un an et demi à des mesures largement insuffisantes ou incohérentes. Et vos orientations budgétaires pour 2013 et vos annonces politiques poursuivent sur cette voie molle qui nous plonge encore plus dans la dépression et la déprime : - 6,9% de PIB en une année ! Incroyable et catastrophique

Des exemples :

* **Notre protection sociale a besoin d’une réforme profonde** et complète : l’assurance-maladie, la retraite, la solidarité, la famille, doivent être réformées tant sur le plan des équilibres financiers que sur le plan des prestations et de l’organisation. Sans cela, c’est l’effondrement à coup sur ! Les partenaires sociaux vous ont remis des propositions en juin 2011. Vous n’avez pas réagi si ce n’est pour nous présenter quelques textes épars et insuffisants. La situation s’aggrave :
	+ Assurance-maladie : page 45, il est écrit que le déficit cumulé de l’assurance maladie (des salariés) a atteint 18 milliards fin 2011. Combien fin 2012 ?
	+ La retraite « *est entrée depuis 2009 dans une situation de déséquilibre structurel inquiétante*» : 4,4 milliards de déficit technique en 2011, 6,4 milliards prévu fin 2012 et 7 milliards probable en 2013 ! Au total – 17,8 milliards cumulés en trois ans. La chute de l’emploi et l’augmentation du nombre de retraités ont aggravé la situation. Les textes qui ont été soumis à notre validation sont parcellaires et ne font que reculer les échéances de quelques années.
	+ Déficits acquis de l’Assurance maladie et de la retraite : c’est l’avenir que vous plombez et ce sont les actifs du futur qui devront payer la dette solidaire du passé.
	+ Vous devez imaginer des jongleries financières dans laquelle on se perd pour permettre au CHPf de survivre au jour le jour. Au risque de rompre la continuité des soins. Vous en êtes, vous et votre majorité, responsables. Non seulement vous avez réduit très mal à propos de 800 millions la dotation globale au CHPf, mais vous avez sciemment sous doté le budget du RSPf pour 2012 avec plus de 3 milliards d’impasse budgétaire. Je l’ai dénoncé ici il y a un an lors du vote du budget général. Sans réaction de votre majorité.
	+ Pour 2013 aucune détermination concrète à agir n’apparait dans le document des orientations budgétaires. Des phrases, des projets mais pas de trace d’une volonté forte d’enrayer la spirale dépressionnaires et de prendre à bras le corps le problème. Des annonces pour 2012 sont reprises pour 2013.
* Dans ce contexte de pénurie financière, vous avez annoncé il y a quelques jours votre décision de (re)mettre à l’ordre du jour l’allocation de mère au foyer, devenue allocation du parent au foyer pour être politiquement correct. Sur le fond il nous est difficile de contester le besoin d’augmenter les revenus des familles à faible revenus. Mais assurément ce n’est pas la bonne méthode ? Vos choix sont hautement contestables :
	+ Pourquoi agir dans l’urgence alors que depuis 18 mois vous aviez largement le temps de préparer une action sans bavure et cohérente ? Mesure électoraliste !
	+ Au lieu de préparer une loi de pays indispensable à une prestation légale permanente, assise sur des financements clairs et pérennes, vous reprenez le même scénario qu’en 2007 et imposez la voie non règlementaire de l’aide sociale ponctuelle par le FAS du RSPf. Alors que les travailleurs sociaux croulent sous la prise en charge de la misère sociale accrue, vous leur donnez 15 jours pour se plier à votre décision qui engendrera des tâches administratives d’enquête sociale cas par cas. Pour 5 000 familles estimées. Incroyable. Et en plus vous les charger de contrôler si le versement est justifié ou pas. Ce n’est pas leur métier.
	+ Parce que le temps vous est compté pour espérer vous refaire une santé politique avant avril 2013, vous avez imposé l’application de la mesure dès le 5 novembre. Avec la coopération docile du chef de service, mais le désaccord muet de votre ministre de la solidarité, vous raclez les crédits restants au FAS du RSPf pour les autres aides sociales d’ici fin décembre : personnes âgées et handicapées, familles sans enfants ou enfants de plus de 16 ans, adultes en situation vulnérable. Vous déshabillez les uns pour habiller les autres !
	+ Vous n’avez pas d’argent, vous êtes dans un plan d’austérité budgétaire et vous dépensez 1 milliard par an dans une mesure à contre courant.
	+ La forme même de votre aide est critiquable. Vous auriez pu augmenter tout simplement les allocations familiales de tous les enfants du RSPf. Vous limitez l’aide à l’âge de 16 ans. Un adolescent de 16 ans révolu est aussi une charge pour ses parents. Il faut le vêtir, le nourrir. Quand il va à l’école, il prépare son avenir et il est un investissement humain pour la société. Pour lui, ses parents n’auront droit à aucune aide. Pourtant à cet âge on a encore plus besoin de la présence éducative de ses parents ! C’est un feu vert pour le décrochage scolaire à 16 ans alors que les jeunes doivent être scolarisés le plus longtemps possible. Nous sommes au 21° siècle, Monsieur le Président, dans une société qui se veut ouverte sur le monde. L’école ne fabrique pas des crétins.
	+ Je relève comme d’autres l’on fait, une autre incohérence : vous dites que vous voulez encourager les Polynésiens à se lever pour leur pays, à travailler dans le secteur primaire notamment. Nombre d’hommes et de femmes tentent aujourd’hui de gagner dignement des revenus modestes par leur travail et leur esprit d’initiative. Je pense que vous casserez cette dynamique que l’on voit dans le développement de petits métiers et ventes du bord de route en leur accordant un don car la contrepartie en activité ne sera pas contrôlable. (Je vous l’ai dit les travailleurs sociaux ne sont pas des contrôleurs et de toutes façons ne sont déjà pas assez nombreux). Pourquoi ne pas consacrer une partie de ces sommes à promouvoir cet esprit d’initiative par des prêts à taux zéro dans l’agriculture, la pêche, l’artisanat, les métiers de proximité ? Par le financement de mesures d’accompagnement, de formation ? Au lieu de consacrer une fraction de ce milliard à un vrai programme de soutien à l’activité et à la production pour une économie plus endogène comme vous l’annoncez, vous allez encourager une consommation de produits largement importés. Ce mécanisme appartient à une économie de comptoir que vous dénoncez régulièrement. Pas à un pays qui doit gagner sa souveraineté alimentaire comme vous dites.
	+ Décidemment vous êtes pris en flagrant délit électoraliste !
* **Restons dans notre principale richesse l’homme** : le recensement de septembre 2012 révèle un solde migratoire négatif. Plus de sortants que d’entrants ! Parmi les émigrés, des Polynésiens, jeunes, dynamiques, qualifiés souvent, partis tentés leurs chances ailleurs, ou pas revenus de leurs études faute d’avenir ! C’est une perte humaine inquiétante pour un pays de voir sa matière grise la quitter.
	+ Il faut mettre le paquet en matière d’océanisation des cadres et des techniciens : vous envisagez plus de 1000 départs volontaires d’agents publics, à qui vous proposez des primes conséquentes et qui, une fois retraités, vont aggraver le déficit de la branche retraite des salariés : moins de cotisations, plus de retraite à payer, une perte brutale de savoir et d’expérience brutale puisque vous permettez à toutes les catégories de partir.
	+ A côté de cela la refonte nécessaire du service public est au point mort alors que vous mettiez cette réforme en avant dans le DOB 2012. Votre gouvernement n’a jamais manifestez un véritable engagement pour cette réforme indispensable.
	+ Pourquoi ne pas combiner l’allègement financier nécessaire de la fonction publique avec le recentrage des missions du service public mais aussi des engagements fermes à maintenir les postes qualifiés dans les secteurs et les îles où ils sont nécessaires ? Par exemple en prévoyant des départs progressifs à la retraite des cadres et techniciens plutôt que des ruptures brutales : le mi-temps des anciens permettant le recrutement moins coûteux d’un mi-temps de jeunes : pour les garder, pour leur faire confiance, pour bénéficier de leur dynamisme. Non, vous restez sur des schémas sociaux du 20° siècle. De la rigidité conservatrice plutôt que de la flexibilité des emplois, des horaires annualisés, pour que la Polynésie retrouve foi en elle-même.
* Je voudrais pour finir parler d’une autre incohérence : vous dites et répétez qu’il faut changer l’orientation économique et sociale : passer d’une économie de comptoir à une économie d’autosuffisance, et pour cela encourager les polynésiens à entreprendre, réduire les dépenses publiques. Soit. Mais le passage en revue des projets sectoriels montre qu’à part l’agriculture qui propose des actions concrètes, vos ministres ont fait remonter beaucoup de belles paroles, des idées non abouties ou répétées d’une année sur l’autre. Des annonces répétées (exemple, le 2d opérateur logement aménagement), des schémas directeurs de ceci et de cela (transports, énergie), des études pour ceci et pour cela. De la concrétisation peu.
* Vous dites vouloir changer notre système économique (plus de béton, plus de dépenses inutiles). Nous avons relevé que vous persistez dans votre décision de construire : le bâtiment de la direction des transports terrestres à Pirae - 1,750 milliards d’investissements pour le moment (mais ça monte régulièrement), le bâtiment des services financiers : pour le moment 1,2 milliard. Mais nous n’en sommes qu’aux études. Ca va grimper ! Pire vous utilisez un terrain qui vaut de l’or. Qui est géographiquement exceptionnel. Dans les deux cas, y a –t-il nécessité ? Ces services ne sont pas à la rue. Et surtout quel sera le coût de fonctionnement ? La règle devrait être que tout nouveau bâtiment public ait autant que possible un compte d’exploitation équilibré par des recettes propres.

Franchement ce type de choix démontre que derrière vos belles paroles, il n’y a pas de détermination à changer.